



Intervention de Michel LE ROC'H

Membre de la CE confédérale au

CCN des 30 & 31 mars 2022

Camarades,

Je vous apporte le salut fraternel du l'UD FO de Loire-Atlantique. Nous avons tenu notre congrès il y a deux semaines maintenant, en présence de 900 militants et c'est là bien sûr une très grande satisfaction pour les militants du Bureau et de la CA de l'UD qui l'ont préparé. Satisfaction également de voir certains de nos syndicats se développer. Ainsi, je vous informe, que notre jeune section syndicale de la raffinerie Total Energies de Donges avec 15 syndiqués (30 annoncés pour la fin de l'année), est dans la grève aujourd'hui pour réclamer l'embauche définitive de 36 de leurs collègues en CDD.

Au cœur de la discussion de notre congrès, il y avait bien entendu la guerre en Ukraine, avec son cortège d'horreur et de scènes insoutenables. Nous avons adopté une résolution qui exige le retrait d'Ukraine des troupes de Poutine, l'arrêt des bombardements et des tueries et exige l'arrêt des opérations militaires d'où qu'elles viennent.

Il y a un fait mes camarades. Les peuples ne veulent pas la guerre. Ni le peuple ukrainien, ni le peuple russe. Malgré la répression féroce, de nombreux russes manifestent pour le retrait des troupes de Poutine et contre la guerre. Il y a un deuxième aspect : les sanctions économiques visant à asphyxier l'économie russe touchent en premier lieu les travailleurs et non l'oligarchie russe.

Ces sanctions se répercutent également sur les travailleurs de toutes les nations d'Europe avec des augmentations spéculatives des prix des matières premières, mais également des prix des carburants et du gaz. Dans le même temps et comme l'écrit les Echos du 28 mars dernier, Biden qui a participé au sommet européen la semaine dernière « brille (je cite) par son opportunisme commercial en promettant, à terme, de fournir 50 milliards de m³ de gaz liquéfié par an aux européens ». **Les affaires sont les affaires mes camarades !**

Alors dans cette situation, nous devons être aux côtés des travailleurs russes et ukrainiens qui s'opposent à la guerre. Nous sommes solidaires des syndicats ukrainiens qui luttent contre la guerre, pour le retrait des troupes de Poutine et pour la liberté.

Mais il ne peut y avoir une quelconque « Union Nationale » avec ceux qui piétinent tous les jours les libertés et les conquêtes sociales pour abaisser le coût du travail et ainsi accroître les richesses d'une minorité. On nous dit que Biden, l'Union Européenne sous présidence de Macron et l'OTAN seraient les défenseurs de la paix et de la souveraineté des peuples et que nous devrions nous, les syndicats, nous ranger derrière eux contre Poutine, mettre nos revendications en sommeil le temps du conflit et accepter les augmentations des budgets militaires.

Les 27 chefs d'Etat réunis à Versailles avant la mi-mars sont tombés d'accord pour augmenter les investissements en matière d'armement : 2 000 milliards d'euros dans les 5 à 7 prochaines années, ce qui correspond au PIB annuel de la France pour une année. Je ne sais pas si vous avez lu la déclaration de la première ministre suédoise Magdalena Anderson à cette occasion : « *Je voudrais bien investir l'argent des contribuables dans les écoles et pour les retraites, mais nous devons dépenser l'argent pour la défense* ». Est-il besoin de commenter ? Une telle augmentation des investissements en matière militaire annonce forcément une escalade guerrière à l'opposé de nos principes et un affaiblissement supplémentaire de nos services publics.

Camarades,

J'en viens maintenant à la situation nationale. Le candidat-président a promis le 3 mars dernier dans son allocution de campagne « du sang et des larmes ». Il promet s'il est élu et très rapidement :

- De nous faire travailler plus longtemps : il y a là la volonté de réduire en miettes les derniers vestiges des 35h et de liquider nombre de RTT, mais aussi de repousser le départ de l'âge à la retraite à 65 ans en broyant au passage les régimes spéciaux et code des pensions civiles et militaires.
- De parachever l'autonomie de l'Université et de la rendre payante pour les étudiants.
- Et puis, nous savons qu'il veut réformer le RSA (revenu de solidarité active).

Le style, **mes camarades**, c'est l'homme, grossier, brutal et autoritaire.

Le 5 décembre 2019, nous avons avec nos camarades de la RATP, dont un très grand nombre est aujourd'hui à Force Ouvrière, engagé le rapport de force par la grève, contraignant Macron, après plus de deux mois de grèves et de détermination à retirer sa réforme systémique des retraites. Nous sous-estimons, je pense, la portée d'un tel événement, gommé peut-être trop vite par l'arrivée de l'épidémie du Covid.

L'enjeu, mes camarades, si Macron est élu et qu'il met en œuvre sa nouvelle réforme des retraites, c'est de préparer à nouveau le rapport de force pour faire échec à tout cela. Tous les syndicats, y compris la CFDT, ont exprimé leur opposition frontale à tout allongement de l'âge légal de départ à la retraite. Nous verrons si elle tient sa position.

Je rappelle mes camarades, le rôle joué par le CCN de septembre 2019 dans la préparation de la grève du 5 décembre, la place des UD et des FD, la place également de la CE qui est l'émanation du CCN. Et là mes camarades, je m'interroge sur le contenu du manifeste « Construisons ensemble l'avenir de Force Ouvrière » signé par quelques camarades, dont certains sont membres du CCN.

Le manifeste invite les militants à se mobiliser (je cite) « *pour empêcher que la confédération se transforme en institution d'accompagnement des pouvoirs économiques et politiques* ». Alors là je ne comprends pas très bien ! Il y aurait danger ? La Confédération aurait abandonné le terrain de l'indépendance. Ce n'est pas très sérieux tout cela ! Le document appelle à la mobilisation de la « *majorité silencieuse* » et des « *militants syndicaux sincères* » pour défendre l'organisation syndicale « *menacée de l'intérieur* ». Mais qui menace l'organisation de l'intérieur mes camarades ? J'ai lu et relu le manifeste et je n'y ai trouvé aucune réponse.

Le vocabulaire utilisé de « *majorité discrète* » et de « *majorité silencieuse* » est celui d'une démagogie étrangère à nos traditions. Ce qui, selon les auteurs de ce manifeste, est mis au premier plan comme cause de cette menace, c'est (je cite) « *un mode de fonctionnement et des statuts imaginés au 19^{ème} siècle qui ne laissent aux syndicats qu'un rôle marginal* ». Je passe sur le côté méprisant pour les militants de l'époque. Faut-il modifier les statuts de la Confédération et demander aux syndicats de base d'élire directement la CE, comme à la CGT (avec son fonctionnement vertical).

Je suis contre ! Ce sont les Unions Départementales, héritières des bourses du travail, et les Fédérations d'industrie qui en se regroupant ont créé la vieille CGT, dans laquelle les syndicats se confédèrent via leur UD et leur Fédération. C'est donc naturellement le CCN qui « administre la Confédération ». C'est pour cela que c'est lui qui élit les instances : CE, Bureau Confédéral. C'est ce qui leur donne leur légitimité et ce qui permet leur contrôle. En 2018, le CCN et la CE ont démontré leur capacité à surmonter sereinement la crise traversée.

Camarades,

Pour conclure. Yves a décidé, et cette décision lui appartient, de ne pas renouveler son mandat à l'occasion du prochain Congrès confédéral début juin 2022. Je salue Yves pour le travail qu'il a fait, en particulier à l'occasion du conflit sur la réforme des retraites. Nous sommes à deux mois du Congrès. Il y a des sensibilités diverses et des personnalités différentes dans la Confédération et cela a toujours existé et c'est même une bonne chose. Je souhaite que pour la succession d'Yves, nous trouvions les bonnes solutions, qui correspondent à la situation réelle de la Confédération et qui nous permettent, par-delà nos différences, de rester soudés pour affronter la période difficile qui s'annonce et qui par beaucoup d'aspects est déjà là.

Vive notre CGT-Force Ouvrière !